



Viel besser als Atom!

Wenn es nicht nur eine Vorwahlseifenblase war, bekommt Luxemburg vielleicht in nächster Zukunft ein Kohlekraftwerk. Ohne Zweifel wäre das ungleich sympathischer als der grössenwahnsinnige und bedrohliche Plan des KKW Remerschen. Es ist auch so, dass Luxemburg das technische Know how besitzt, eine Kohlezentrale zu führen, dass man die gefährlichen Emissionen, die es ebenfalls bei Kohlekraftwerken gibt, praktisch im Griff hat und dass eine solche Zentrale viel umweltfreundlicher wäre, auch wenn die Filteranlagen beträchtliche Mehrkosten bedingen und nur die allermodernsten und teuersten Anlagen gerade gut genug wären. Doch diese Alternative soll nicht das eigentliche Thema dieses Beitrages sein. Ubri gens erschienen in der Tages- und Wochenpresse dazu schon mehrere längere Artikel (u.a. LW, 23.4.77; t, 22.1. und 5.2.77; d'L.L. Nr 36/77) und in nächster Zeit werden sie wohl häufiger werden.

In der Tat ändert jedoch das Austauschen eines AKW's gegen ein Kohlekraftwerk nichts oder kaum etwas an den zahlreichen Nachteilen einer zentralen Energieversorgung, auf die wir schon mehrmals hinwiesen: Probleme der technischen Infrastruktur, Transport von Arbeitern und Materialien, Probleme der Auslastung, des Transports von elektrischem Strom usw., aber vor allem gesellschaftspolitische Probleme durch Abhängigkeit der Bevölkerung von anonymen Schaltstellen in Ministerien und multinationalen Gesellschaften, Einschränkung der Bewegungsfreiheit durch immer perfektioniertere Überwachung (siehe Cattenom!)

Jede Wahl eines Energieträgers, eines Energieversorgungssystems, bedingt ein "choix de société", den wir nicht einfach den Politikern überlassen können. Alle Anzeichen sprechen nämlich dafür, dass sowohl in unsern Nachbarländern wie auch bei uns die Entscheidungen getroffen wurden und wer-

den, ohne dass die Bevölkerung im geringsten befragt würde. Frappantestes Beispiel für eine regelrechte "monarchie énergétique du nucléaire", wie Roger Garaudy es ausdrückt, ist Frankreich. "La France n'a pas de pétrole, mais une idée fixe: l'atome", kann man nur sagen. Dass es auch anders geht, zeigt Michel Bosquet eindeutig im nachfolgenden Artikel, den wir dem "Nouvel Observateur" vom 9.4.1979 entnommen haben. Anders, was sowohl die Wahl und die Diversifizierung der Energieträger betrifft, wie auch die bewusste Miteinbeziehung der Gesellschaftspolitik und ihrer demokratischen Spielregeln.

Zum Energieproblem: Wenn Bosquet auch auf verschiedene spezifisch französische innerpolitische Probleme hinweist, die Grundfrage ist dieselbe für Luxemburg: Wir wären nur auf Atomenergie - oder auf die Errichtung eines grösseren Kraftwerkes gleich welcher Art - angewiesen, wenn die übertriebenen Energiezuwachsrate stimmen würden, die die offiziellen Stellen uns unterjubeln wollen. Genau diese Energieverschwendung durch vorprogrammierte, gesteigerte Konsumwut zu verhindern, wäre jedoch die eigentliche Aufgabe unserer Politiker. Michel Bosquet schält es klar heraus: "Eindämmung der Energieverschwendung und Entwicklung von neuen Energien müssen die Eckpfeiler einer Alternativpolitik sein." Ansätze einer solchen Politik liefert Bosquet in Hülle und Fülle.

Zur Gesellschaftspolitik: Eine dezentralisierte diversifizierte Energieherstellung würde mehr, dauerhaftere und qualitativ wertvolle Arbeitsplätze schaffen. Die thermische Isolation der Häuser, individuelle Energie- oder Stromherstellung, etwa Methangasproduktion durch Umwandlung von organischen Abfällen (Fiat baut z.B. sogenannte "Totem"-Einheiten zur Produktion von Autokraftstoff oder Strom), gezielte Förderung von Wärmepumpen und Solarheizung sind nur einige Beispiele, die eine Reihe von neuen Arbeitsplätzen bringen würden. Diese hätten zudem den Vorteil, dass sie "am Platz" geschaffen werden, also einen regionalen Ausgleich schaffen und die permanente Deportation von Arbeitern zu grossen Ballungszentren verringern helfen. Auch ein spürbarer Anstoss für die Wirtschaft wäre die Folge.

Vor allem was die Nutzung der Sonnenenergie anbelangt hinkt Europa arg hinter Amerika und vor allem Japan hinterdrein (cf. Bosquet). Vielleicht wären einige amerikanische Mittelbetriebe an Ablegern in Luxemburg interessiert - warum sollte unser neuer (alter?) Aussenminister seinem nuklearenttäuschten Herzen nicht einen Stoss in diese Richtung geben...

Eine dezentralisierte Energieversorgung bedingt natürlich die aktive Mitarbeit der Bevölkerung, die damit teilweise die Organisation ihres Zusammenlebens selbst in die Hand nehmen würde, möge das über Bürgerinitiativen, Stadteilkomitees, Interessenvereine, Kooperativen, Betriebsgruppierungen usw. geschehen. (Es gibt im Ausland immer mehr Beispiele von Schulen, Spitälern und Betrieben, die ihre Energieversorgung selbst organisieren...)

Folge: ein Mehr an direkter, konkreter Demokratie. Voraussetzung jedoch: ein gerüttelt Mass an Initiative, an politischem Einsatz und Beweglichkeit: wenn wir sie nicht selbst aufbringen, können wir sie auch nicht von den Politikern verlangen.

Andernfalls funktioniert es nach der "loi du moindre effort".

Wie bis jetzt. Aber wie lange noch?

csst

■ Et si on arrêta tout ? Depuis dix ans, les gouvernements qui se sont succédé en France ont tout fait pour nous interdire cette question. Leur politique se résumait en un slogan : « Le nucléaire ou le chaos ». La France, selon eux, n'avait d'autre choix que de s'engager, de façon irréversible, dans le programme nucléaire le plus ambitieux du monde avant même qu'en puissent être appréciés les coûts directs et indirects, les aléas techniques, les risques pour les travailleurs et la population.

Par la rapidité, voire la brutalité de sa mise en œuvre, le programme électronucléaire devait couper court aux débats, décourager les interrogations et créer un fait accompli. Le jour où un accident grave mettrait en question le choix du tout-nucléaire ; le jour où apparaîtraient d'autres solutions, plus élégantes, au problème de l'énergie, il fallait pouvoir dire aux Français : « Trop tard, nous sommes engagés irrévocablement dans le plus gigantesque programme de notre histoire, nous ne pouvons nous permettre de changer de cheval au milieu du gué. »

Tel a été le pari des « nucléocrates » (1). Est-il déjà gagné ? Les Français dépendent-ils déjà à tel point de l'énergie nucléaire que tout autre choix en devient impossible et qu'ils doivent accepter, outre les risques, inconnus hier, qu'a révélés l'accident de Pennsylvanie, tous les risques encore ignorés dont seuls les accidents futurs révéleront l'existence ? Et, à supposer qu'ils les acceptent, n'auraient-ils pas choisi « le nucléaire et le chaos » le jour où un accident de réacteur rendrait inhabitable pour des générations des dizaines de milliers de kilomètres carrés, dans la vallée du Rhône ou la région nantaise, par exemple ?

Y a-t-il encore un autre choix ? Une partie de la gauche n'a cessé de le soutenir, qui va de la C.F.D.T. aux écologistes, en passant par le P.S.U., une partie du P.S. (2), les radicaux de gauche, la Ligue des Droits de l'Homme, etc. Mais les nucléocrates rétorquent que tout autre choix que le leur serait celui de la pauvreté, de la grisaille, du « retour à la bougie ». Eh bien, non. La première chose à savoir, c'est que le programme nucléaire n'a pas pour objet de remplacer par l'atome les combustibles importés. Son but, qui ressort clairement des chiffres officiels, est seulement de couvrir par le nucléaire l'accroissement futur de la consommation d'énergie. Celle-ci, selon les prévisions officielles, doit augmenter d'un tiers d'ici à 1986.

Voilà le problème ramené à sa vraie dimension : la France peut se passer du nucléaire si elle réussit à stabiliser sa consommation d'énergie au niveau actuel. Si, en même temps, elle parvient à réduire ses importations d'énergie grâce au développement d'énergies nouvelles,

(1) Voir à ce sujet « les Nucléocrates », par Philippe Simonnot, Presses universitaires de Grenoble.

(2) Voir l'ouvrage collectif « Pour une autre politique énergétique », rédigé par un « comité de sages » choisis par François Mitterrand. Publié chez Flammarion (coll. « le Poing et la Rose ») il y a un an, ce livre n'a jamais été diffusé.



elle atteindra un degré d'indépendance énergétique très supérieur à celui qu'espèrent les nucléocrates. Lutte contre les gaspillages, développement des énergies nouvelles : tels sont les deux piliers d'une politique de rechange. En voici, très schématiquement, une esquisse.

Economiser sans se priver : contrairement aux thèses officielles, cela est possible. En éteignant les lumières ? Même pas. L'éclairage public ne représente que 1 % de la consommation nationale de courant. L'éclairage des ménages n'en représente que 2,5 % (12 % de la consommation domestique). De plus, dans quelques années, grâce aux nouvelles techniques, l'éclairage consommera sept à quinze fois moins d'énergie qu'aujourd'hui.

En fait, les vrais gaspillages sont ailleurs.

Gaspillages domestiques, d'abord. Les nouveaux fours à pyrolyse consomment cinq fois plus de courant pour s'autonettoyer que pour cuire un rôti. A proscrire. Votre chauffage central classique consomme deux à trois fois moins d'énergie qu'il n'en faut à la centrale qui vous chauffe à l'électricité. Proscrire le chauffage électrique. La consommation des machines à laver le linge et la vaisselle peut être réduite d'au moins 70 % si, au lieu de chauffer l'eau électriquement, elles sont branchées sur le ballon d'eau chaude. Autres modifications à imposer aux constructeurs : les téléviseurs français, incomplètement transistorisés, consomment trois fois plus de courant que les japonais. Mal isolés, réfrigérateurs et congélateurs consomment quatre à cinq fois trop d'énergie.

Grâce à des trucs techniques de ce genre, un ménage équipé de tous les gadgets les plus somptueux du confort domestique consommera 40 % d'électricité de moins que la moyenne, très incomplètement équipée, des ménages français. Voir à ce sujet l'étude du Pr Nørgaard, Université technique du Danemark, Lyngby.

Le chauffage maintenant. Plus du tiers de toute l'énergie consommée en France sert à chauffer des locaux. Economie possible grâce à une meilleure isolation : 40 % (estimation officielle). On peut faire mieux encore en augmentant l'épaisseur des isolants, en munissant les fenêtres de volets, en installant des bouches d'aération avec récupérateurs de chaleur (système japonais très bon marché), etc. Ce qui manque avant tout : une politique efficace d'incitations. Seuls sont actuellement incités les ménages aisés qui peuvent dépenser 7 000 F et les déduire ensuite de leur revenu fiscal. Rien n'est prévu pour les plus pauvres, qui auraient le plus besoin d'économiser. Ce qu'il faudrait : exonérations de T.V.A. sur les isolants, prêts subventionnés remboursés avec une partie des économies réalisées.

Plusieurs poubelles

Autres mesures à effet rapide : les recyclages. Chaque ménage jette en moyenne deux cent cinquante bouteilles de verre par an. Or il faut un demi-litre de pétrole pour faire une bouteille. Chaque ménage jette 160 kilos de papier par an ; chaque kilo « vaut » deux tiers de litre de pétrole. Un kilo de matière plastique vaut même deux à quatre litres de pétrole. Un kilo d'aluminium en vaut six litres, etc. Tous ces déchets sont récupérables ou recyclables. A cette fin, les Scandinaves ont plusieurs poubelles dans chaque immeuble : une pour le verre, une pour le papier, une pour les produits biodégradables, etc. Ces derniers, par fermentation microbienne, sont transformables en méthane et en engrais. Procédé au point. Consulter la société Bertin (ingénierie). Vous dites que ça ne marchera jamais en France ? Allez voir à La Rochelle.

Les transports : ils consomment environ 20 % de toute l'énergie, dont la moitié pour les voitures à essence, le quart pour les camions. Les économies résulteront d'une politique de priorité aux transports collectifs et par rail. Ce qui est à proscrire : non la circulation sur route ni la promenade du dimanche mais la circulation en ville. Tout le monde s'en trouvera mieux.

Le gros morceau maintenant : la consommation industrielle. Elle dépasse de 20 % celle des ménages. Le gâchis est général, tout est à revoir : l'isolation des bâtiments, l'étanchéité des fours, la régulation, la récupération des calories perdues, les chaudières, etc. S'inspirer de l'expérience de la Migros, Institut Gottlieb Duttweiler, Ruschlikon (ZH), Suisse. Former des thermiciens (deux années d'études après le bac). Chaque entreprise japonaise a obligatoirement le sien. A imiter. Chaque préfecture ou municipalité devrait en avoir quelques dizaines. Des dizaines de milliers d'emplois intelligents pour jeunes chômeurs. Pour l'isolation, c'est trois cent mille emplois qu'il faudra créer.

Dernier point : mieux tirer parti des combustibles. Partout où il faut de la vapeur, utiliser d'abord à produire de l'électricité. Partout où l'on produit de l'électricité thermique, modifier les turbines de façon à pouvoir leur soutirer de la vapeur pour l'industrie ou le chauffage. Cela s'appelle la « production combinée ». Pour chaque kilowatt électrique en moins on obtient jusqu'à dix kilowatts thermiques. La quantité d'énergie fournie par une centrale est ainsi multipliée par 2,5 à 3. En Italie, en Suède, en Allemagne, aux Etats-Unis, les centrales électriques